



France 3 Normandie dans l'essoreuse !

Jamais les coups de serpes n'ont été aussi violents à France 3 Normandie. Depuis début 2018, les antennes de Rouen et Caen subissent les assauts d'une direction qui semble déconnectée de la réalité du terrain.

La dernière illustration remonte au week-end des 17 et 18 février. Lors de la couverture de l'explosion meurtrière survenue à l'usine Saipol de Dieppe, aucun DSNG pour assurer les directs pour l'antenne, le national ou Franceinfo alors que l'événement fait la Une de l'actualité nationale. Aucun preneur de son pour couvrir la visite ministérielle à l'usine le dimanche. Et aucun remplacement de deux journalistes absents ces jours-là. Résultat : une couverture épuisante pour les équipes. Il faut arrêter de sous-dimensionner les moyens alloués chaque week-end. L'information n'est pas en repos les samedis et dimanches !!

Cet épisode s'ajoute à une liste déjà longue pour ces deux premiers mois de l'année :

- Refus par la direction de respecter sa signature du protocole de juin 2017 en dépassant les 60 jours de JT mutualisé.
- Mutualisation systématique de "*Dimanche en Politique*", fabriquée en alternance par les antennes de Caen et Rouen. Idem pour les feuilletons des JT.
- Réduction des jours travaillés pour les CDD : 80 jours pour les intermittents et 120 jours pour les journalistes.
- "*Histoire de se balader*" n'est plus montée en Normandie désormais mais par la filière de production. Cela représente une perte d'environ 210 jours de travail par an.
- "*Enquête de Région*" perd son identité. Elle sera dorénavant enregistrée en un jour dans les conditions du direct et il n'y aura que quatre émissions au lieu de six ce semestre. Résultat : perte d'une quarantaine de jours de travail d'ici juin.
- En février et mars, la diffusion de "*9h50 le matin*" s'arrête chez nous pendant sept semaines contre six dans les autres régions, ce qui est déjà énorme.
- Fin des enregistrements musicaux des "*Normandie Rec Session*" qui permettaient d'exposer la vie culturelle régionale et de rajeunir nos audiences.
- Le nouveau décor, muni d'un système de caméras pour une mise en image ultra-chartée, impose une dégradation et une uniformisation du travail des techniciens.
- Le service des vidéos de Rouen perd la vacation DSNG et un jour de palette alors que le nouvel habillage est bien plus chronophage en fabrication.
- Suppression des rubriques "*On y revient*" et "*J'ai la mémoire qui flanche*". Perte de tournage, de montage, de recherche d'archives, et fin brutale de 30 ans de contrats pour l'animateur.

Malgré les bonnes audiences de nos JT, jamais l'activité de nos antennes n'a été autant malmenée. La direction brandit encore et toujours la réduction des ETP pour justifier ses mesures castratrices. **Selon la direction générale, la Normandie est toujours l'un des trois mauvais élèves en déficit et nous impose la réduction de 6,8 ETP en 2018.** Mais de qui se moque-t-on !? Trop facile de sous-dimensionner son budget pour dire qu'elle ne le tient pas !

Et pour couronner le tout, la direction licencie sèchement et abusivement Jean-Marc Pitte sans jamais lui avoir infligé de sanction disciplinaire auparavant. Une décision scandaleuse qui illustre la nouvelle politique RH de l'encadrement qui n'hésite plus maintenant à dire, comme il l'a fait à plusieurs collègues : "*Si tu n'es pas content, tu peux aller voir ailleurs !*" Ça ne peut plus durer !

Rouen et Caen, le 20 février 2018